

**Conseil économique et social**

Distr. générale
1er avril 2003
Français
Original: anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2003

5-23 mai 2003

**Rapports quadriennaux (1995-1998)
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social*****Note du Secrétaire général**

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. American Association of Retired Persons	2
2. International Association of Soldiers for Peace	6
3. Daytop Village Foundation	11
4. HelpAge International	14
5. Society for the Psychological Study of Social Issues	16

* Le présent document a été soumis tardivement car l'échange de correspondance avec les organisations non gouvernementales en vue d'obtenir des demandes claires et complètes a pris plus de temps que prévu.



American Association of Retired Persons

(Statut consultatif général accordé en 1995)

Présentation

L'American Association of Retired Persons (AARP) est une organisation à but non lucratif, non partisane et de terrain, qui s'emploie à façonner et à enrichir l'expérience du vieillissement de ses membres et de l'ensemble de la société. Avec plus de 34 millions de membres dans le monde, l'Association, qui a été fondée en 1958 par une éducatrice à la retraite, Ethel Precy Andrus, est la plus importante organisation de personnes d'âge mûr ou du troisième âge.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et coopération avec les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées

1995

- La Présidente élue de l'AARP a conduit la délégation à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing et a participé à une réunion-débat portant sur des problèmes intergénérationnels. Lors du forum des ONG, l'Association a organisé un atelier sur les questions intéressant les femmes âgées et a participé à des groupes de travail dans le cadre de conférences gouvernementales et non gouvernementales.
- La Commission économique pour l'Europe (CEE) de l'ONU et l'AARP ont organisé conjointement à Genève un atelier sur le vieillissement de la population en Europe et en Amérique du Nord, à l'issue duquel des recommandations concernant le vieillissement des populations dans la région de la CEE ont été formulées, pour être ensuite portées à l'attention du Sommet mondial pour le développement social.
- L'AARP, la « Japan Society » et le secrétariat du Sommet mondial pour le développement social ont organisé un colloque commun sur les travailleurs âgés et leur place dans une économie mondiale en pleine évolution, à New York.

1996

- En collaboration avec l'African-American Institute et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), l'AARP a organisé un colloque international sur la pauvreté et les personnes âgées, intitulé « In spite of poverty ... the older population builds towards the future », pour marquer l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté, en mars, sur l'invitation de la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies.
- En collaboration avec le Programme suisse sur la gérontologie et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Association a mis en place le réseau international de Genève sur le vieillissement.

- L'Association a apporté son concours et participé à la toute première célébration de la Journée internationale des personnes âgées, à Genève, le 1er octobre.
- L'AARP a fourni un appui financier et participé à l'atelier de la CEE intitulé : « Pauvreté et vieillissement », qui s'est tenu à Genève, du 4 au 6 novembre.
- L'Association a apporté une aide financière et participé au séminaire organisé par le Groupe d'experts de la Division de la population, à New York, du 3 au 5 décembre, sur le thème : « Projections relatives à la mortalité sénile ».
- L'AARP a entamé les préparatifs en vue de la célébration de l'Année internationale des personnes âgées, en 1999, en créant « Coalition 99 », une base de données internationale sur les ONG, les missions auprès de l'Organisation des Nations Unies et les ambassades aux États-Unis.
- L'Association a lancé « Coalition 99 Update », un magazine interactif d'information publié en anglais, espagnol et français, quatre fois par an, sur les diverses manifestations, questions et expériences ayant trait à l'Année internationale des personnes âgées.
- Elle a pris part au Forum des ONG de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et été accréditée pour participer à la Conférence elle-même qui a eu lieu à Istanbul en juin 1996.

1997

- Des membres de l'AARP ont prêté leur concours et participé à la consultation de l'OMS sur la « Santé pour tous » organisée à Genève, en mai 1997.
- Des membres de l'AARP ont collaboré aux travaux de la réunion sur la « Santé pour tous » organisée par l'OMS à Djakarta, du 18 au 26 juillet.
- L'Association a transféré de France la Fondation Banyan soutenue par l'ONU, et l'a enregistrée officiellement aux États-Unis.
- L'AARP a entamé la préparation de l'affiche officielle de l'Année internationale des personnes âgées, qu'elle s'est engagée à financer pour l'ONU, en collaboration avec le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU.
- L'Association a coorganisé, avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et HelpAge International, le colloque international intitulé : « Longevity and Health: A Challenge and Investment in the Future » qui portait sur la façon dont une préparation à tous les stades de la vie pouvait favoriser la santé des générations futures et des sociétés du monde entier. Parmi les intervenants figuraient des représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui ont abordé le thème du travail des enfants, et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), qui ont évoqué les différents stades de la vie des femmes; de l'enfance à l'âge mûr.
- L'AARP a fourni un appui en personnel à la Division de la promotion de la femme pour l'aider à établir le rapport de la Réunion du groupe d'experts sur les dimensions sexospécifiques des soins aux personnes âgées, qui s'est tenue à Malte en décembre 1997.

1998

- L'Association a lancé une campagne mondiale d'envoi de cartes postales aux personnes du troisième âge en vue de solliciter leur avis sur la signification des droits de l'homme, en particulier avec le recul que leur donne leur plus grand âge. Cette campagne a été menée en collaboration avec le Programme des Nations Unies sur le vieillissement pour marquer le cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme. Les photos utilisées pour illustrer les cartes postales portaient sur les Principes des Nations Unies pour les personnes âgées. La brochure élaborée à l'issue de cette campagne a été publiée en anglais, en espagnol et en français, et distribuée à tous les membres de la Commission du développement social ainsi qu'à un grand nombre d'organisations non gouvernementales internationales.
- Des membres de l'AARP ont eu des entretiens avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Ils ont signé un mémorandum d'accord portant sur la culture de la paix et la formation tout au long de la vie, et sur la coopération entre l'AARP et l'UNESCO dans ces deux domaines, qui devait rester en effet jusqu'en 2000.
- Le 1er octobre, jour du lancement officiel de l'Année internationale des personnes âgées, l'AARP a présenté au Secrétaire général l'affiche officielle de l'Année. Elle a fait don de 100 000 exemplaires de la fiche au Département de l'information pour qu'il les distribue dans le monde entier et en a distribué environ 30 000 aux ONG internationales tout au long de l'année suivante.
- L'Association s'est chargée de publier et de diffuser le bulletin du Programme des Nations Unies sur le vieillissement, intitulé « Countdown to 1999 », qu'elle a traduit en français et en espagnol et distribué quatre fois par an, avec la publication intitulée « Coalition 99 Update ».
- L'AARP a apporté un soutien financier et autre à la création du Comité fédéral des États-Unis pour l'Année internationale des personnes âgées en parrainant les interventions de représentants de l'ONU, ainsi qu'en créant et en imprimant la brochure de l'Année pour le Comité. Des exemplaires de cette brochure ont également été envoyés au Programme des Nations Unies sur le vieillissement afin qu'il puisse témoigner du rôle central que peut jouer un organe gouvernemental et d'autres gouvernements à en faire autant.
- L'Association a apporté son concours à la célébration de l'Année internationale des personnes âgées par le réseau international de Genève sur le vieillissement et au lancement de l'Année par l'ONU à Genève, le 2 octobre.

Autres activités pertinentes

Depuis 1993, l'AARP finance le fonctionnement d'un bureau de trois personnes à New York qui collabore avec l'ONU et d'autres organisations non gouvernementales dans le cadre des activités de l'ONU se rapportant au vieillissement. Depuis 1992, elle fait appel aux services d'un consultant qui suit les activités de l'ONU et des organismes de l'ONU à Genève. Ces représentants, de l'Association, aidés au besoin par du personnel du siège, assistent en son nom aux réunions des commissions de l'ONU, aux conférences internationales, aux réunions

de groupes d'experts, aux réunions des institutions spécialisées voire à d'autres réunions. Depuis 1992, avec HelpAge International, l'AARP a coorganisé, des séminaires pour les ONG d'Europe orientale et centrale qui défendent les personnes âgées, lesquelles ont constitué un réseau officieux appelé le Réseau d'Europe orientale et centrale. Ces séminaires portent sur le renforcement des capacités et la création de réseaux nationaux d'organisations du troisième âge. L'Association continue de participer aux travaux d'un groupe d'organisations qui s'efforce d'obtenir des États-Unis qu'ils adoptent la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

International Association of Soldiers for Peace

Fonctionnement interne de l'Association

Deux rassemblements internationaux ont été organisés

- **du 19 au 23 mai 1995 à Lyon**

Pour la première fois, d'anciens Casques bleus de sept nationalités (Danois, Finlandais, Français, Britanniques, Irlandais, Norvégiens et Suédois) se sont réunis et ont pu débattre des thèmes suivants : « Les anciens Casques bleus face au problème de maintien de la paix et l'Organisation des Nations Unies » et « Les moyens d'actions des anciens Casques bleus sur le plan international ».

- **les 13 et 14 septembre 1998 à Lyon et à Genève**

Des délégations de Russie et d'Ukraine ont pu être accueillies en sus de celles qui s'étaient déjà réunies en 1995 à Lyon et à Genève. Par ailleurs, des lettres de soutien ont été envoyées du Canada et du Ghana.

À Genève, le rassemblement a été inclus officiellement dans le cadre des célébrations autour des 50 ans des opérations de maintien de la paix. Une réception des délégations et une table ronde ont été organisées par M. Vladimir Petrovsky, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, ainsi que M. Laurent Attar-Bayrou, Président de l'A. I. S. P. et trois anciens Casques bleus de différentes nationalités.

Emploi

Un poste permanent et à plein temps de coordinateur international a été créé au siège international à Lyon.

Aide à la création d'associations de Casques bleus en Ukraine et en Russie

L'association ukrainienne des Casques bleus (Ukrainian Peacekeepers Veterans Association) a signé un protocole d'accord avec l'A. I. S. P., le 15 juillet 1998. L'A. I. S. P. a apporté son soutien et son aide à la création de l'Ukrainian Peacekeepers Veterans Association et a été heureuse de l'accueillir en son sein lors de son deuxième rassemblement international.

L'association russe des Casques bleus a signé un protocole d'accord avec l'A. I. S. P. en septembre 1998.

Contacts et incitations à la création d'associations de Casques bleus dans le monde

L'A. I. S. P. a pris contact avec toutes les ambassades présentes en France et les missions permanentes auprès des Nations Unies afin de les inciter à créer des associations de Casques bleus dans leur pays.

L'A. I. S. P. entretient des relations avec des Casques bleus de pays dans lesquels aucune association n'existe afin de les aider à vivre leur statut et à les inciter à mettre en place des associations locales. Ce type d'action a d'ores et déjà connu un succès en Ukraine et des contacts sont en cours pour la création d'autres associations.

L'A. I. S. P. entretient des contacts avec le Ghana, le Sénégal, le Kenya, le Pakistan, l'Inde, Israël, le Canada, les États-Unis, l'Allemagne, la Suisse, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, la Hongrie et la Slovaquie.

L'A. I. S. P. publie régulièrement un magazine en anglais qui est distribué aux adhérents, aux associations membres et au personnel des missions de maintien de la paix de l'ONU. Ce magazine contient des informations sur les missions de maintien de la paix en cours, sur les événements liés à l'Organisation des Nations Unies, sur les activités de l'A. I. S. P. et de ses associations membres.

Journal interne

Un bulletin intitulé « S. P. I. A. Newsletter » permet d'établir et de renforcer mensuellement les relations entre les associations membres de l'A. I. S. P.

Relations avec l'Organisation des Nations Unies

Partenariat avec les Volontaires des Nations Unies

Une déclaration d'intention a été signée entre l'A. I. S. P. et les Volontaires des Nations Unies. Cette déclaration prévoit l'échange d'informations, l'aide au recrutement de personnel qualifié pour les programmes d'urgence et la mise en place éventuelle de programmes de formation. Dans ce cadre, un fichier de personnes pouvant être contactées à la demande du programme des Volontaires des Nations Unies est mis à jour par l'A. I. S. P.

Cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix en 1998

Le 14 septembre 1998, l'A. I. S. P. a organisé un rassemblement de Casques bleus à Genève. Elle a participé à une table ronde sur la question des opérations de maintien de la paix en présence de M. Vladimir Petrovsky, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, M. Ismat Kittani, Secrétaire général adjoint et Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Susan DeSouza du Bureau de coordination de l'aide humanitaire, Mme Gastaut du Service de l'information des Nations Unies, M. Dimitri Borodinov, représentant l'Association des Casques bleus d'Ukraine, M. Walter Meijer, représentant l'Association des Casques bleus de Suède et sept autres Casques bleus venant de la Norvège, du Danemark, de la Russie, de l'Irlande, de la Finlande et du Ghana.

Participation à l'accueil de M. Boutros Boutros-Ghali à Lyon

En 1997, l'A. I. S. P. a participé, en relation avec la ville de Lyon et l'Institut des hautes études de la défense nationale, à la venue de M. Boutros Boutros-Ghali, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à Lyon.

Participation à l'organisation de la CNUCED à Lyon

En novembre 1998, l'A. I. S. P. a pu faciliter les rapports entre la ville de Lyon et la CNUCED, a réceptionné des camions, a mis en place un stand à l'entrée du lieu de la Conférence pour permettre à la Librairie des Nations Unies de vendre ses ouvrages.

Participation à l'accueil du G-7 à Lyon

Lors de la venue du G-7 à Lyon, l'A. I. S. P. a participé à la mise en place de l'exposition sur l'Organisation des Nations Unies.

Visite à New York

Un voyage d'une semaine a été organisé auprès de l'ONU. Ont pu être rencontrés le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence et des représentants du Secrétaire général de l'ONU.

Visites à Genève

De nombreuses visites à l'Office des Nations Unies à Genève ont été organisées par les membres du Bureau et les adhérents de l'A. I. S. P.

Activités humanitaires

Une école pour le Cambodge

Du 21 août au 1er octobre 1995, trois salles de classe ont été construites à Svayrieng par des adhérents de l'A. I. S. P., 1 500 enfants devant être scolarisés dans trois classes uniquement, 20 autres ayant été détruites ou étant devenues inutilisables. À leur retour en France, une exposition de photographies a été organisée afin de sensibiliser la population française aux problèmes rencontrés au Cambodge. Le budget de la mission était de 15 000 dollars provenant de subventions publiques et de dons de particuliers.

Opération 100 kilomètres pour la paix

Durant l'hiver 1995, cinq camions de 38 tonnes de vivres et de matériel ont été envoyés à Jablanica en Bosnie. Mille livres ont pu être acheminés à une bibliothèque de Sarajevo. Cinq autres voyages ont été effectués en Bosnie pour y amener vivres et matériels.

Un colis pour un soldat de la paix

L'opération « Un colis pour un soldat de la paix » a permis d'envoyer aux Casques bleus en mission en Bosnie et au Liban 15 000 colis au moment des fêtes de fin d'année. Chaque année, l'appel aux dons de particuliers, d'entreprises et d'associations a permis de financer l'opération. Chaque colis comprend des produits du terroir et des objets en provenance de l'A. I. S. P.

L'A. I. S. P.-Mines

En avril 1996, l'A. I. S. P. a créé une branche spécialisée dans les questions de déminage.

Mise en place d'équipes de démineurs

L'A. I. S. P.-Mines a mis en place un réseau de personnes compétentes prêtes à partir effectuer des missions de déminage ponctuelles. Ces équipes sont formées,

soit au cours de leurs missions au sein des opérations de maintien de la paix dans leurs pays respectifs, soit par d'anciens Casques bleus ayant déjà participé à des opérations de maintien de la paix.

Conférences

L'A. I. S. P.-Mines a mis en place un réseau d'experts prêts à intervenir dans toutes les conférences internationales organisées sur les questions de déminage. L'A. I. S. P.-Mines a assisté à de nombreuses conférences organisées par l'ONU, notamment à Genève en 1995 et à Vienne en 1996.

Élaboration de techniques d'intervention

L'A. I. S. P.-Mines a rédigé une brochure d'environ 50 pages intitulée : « Sensibilisation, dépollution ... au service de la paix par l'action... » et a publié un manuel théorique sur le déminage.

Actions de sensibilisation du public

Des stands de sensibilisation ont été organisés en 1997 à Deauville, en 1998 à Zurich et chaque année au salon Uni-Terre à Lyon. Ces stands comprennent une exposition de photos, de dessins et de schémas explicatifs montrant des mines et leurs dangers, ainsi que des démonstrations simulées des techniques de déminage.

Projet de création d'une école de déminage, sécurité des missions humanitaires et maintien de la paix

Par la confrontation des expériences vécues sur le terrain, lors des missions de l'ONU ou lors d'actions menées par l'A. I. S. P., les membres de l'A. I. S. P. ont constaté l'existence de problèmes importants :

- Les formations au déminage effectuées par les diverses armées nationales ne sont pas harmonisées. Cette diversité de la formation conduit à rendre extrêmement compliquée, parfois inefficace et même dangereuse, la coordination des actions menées pour l'ONU par des experts de différentes nationalités;
- Il est regrettable que les expériences des uns et des autres ne soient pas confrontées; ce qui permettrait d'améliorer les méthodes de déminage;
- Des problèmes se posent également pour ce qui est des techniques de maintien de la paix et de la sécurité sur le terrain.

Un tel projet permettra de contribuer à la mise en oeuvre des principes de la Charte des Nations Unies, en particulier en ce qui concerne la mise en place d'une armée permanente de l'Organisation des Nations Unies.

Centre d'enseignement

Son rôle sera d'enseigner les techniques de déminage, de sécurité des missions humanitaires et de maintien de la paix. Ce centre sera ouvert aux civils ayant fait preuve de leur aptitude à la pratique de tels métiers, aux ONG internationales, aux hauts fonctionnaires nationaux et internationaux et aux militaires dans le cadre

d'accord de coopération avec les Nations Unies. Ce centre pourra être décentralisé dans des zones d'intenses conflits où la communauté internationale est présente.

Centre de recherche et de documentation

Il est utile de créer un pôle de recherche qui permette de confronter les expériences de chacun et d'adopter une méthode unifiée.

Daytop Village Foundation

(Statut consultatif spécial accordé en 1991)

Objectifs de l'organisation

L'organisation Daytop Village Foundation a été créée pour donner suite aux nombreuses demandes d'assistance technique s'agissant de la conception et de l'exécution de programmes de traitement adaptés à une culture cible particulière. Sa préoccupation première est l'influence de l'abus des drogues et autres substances sur la santé physique et mentale. À l'échelle internationale, ses projets visent à améliorer la qualité de vie au moyen de programmes de sensibilisation, de prévention et de traitement. Elle mise sur la formation et l'assistance technique pour développer la capacité des individus à résoudre eux-mêmes leurs problèmes et, à terme, à se reprendre en main et s'épanouir. À ce jour, elle a facilité le lancement de programmes de traitement dans 55 pays.

L'organisation s'occupe de :

a) Recueillir des informations théoriques et pratiques dans chacun des pays concernés, en mettant l'accent sur l'attitude de la société face aux jeunes et aux problèmes posés par les diverses formes de passage à l'acte (essentiellement toxicomanie, abandon d'enfants, délinquance et violence) : il s'agit de mesurer l'ampleur et la gravité du problème et d'examiner les solutions apportées par la société, notamment les règles juridiques et les sanctions pénales, les mesures sociales et sanitaires et les actions préventives. Il s'agit également d'identifier les personnes chargées de résoudre le problème, de dresser un inventaire complet des traitements utilisés et mesures de prévention en vigueur et de recueillir des renseignements préliminaires sur les sources de financement possibles des programmes d'intervention, à l'échelle nationale et internationale;

b) Formuler une stratégie reposant sur la formule de la communauté thérapeutique dans les pays concernés, en mettant l'accent sur l'établissement de relations prometteuses avec les dirigeants potentiels, ainsi que sur la fourniture de services d'orientation aux interlocuteurs de l'organisation à l'intérieur du réseau civil et professionnel;

c) Prévoir des ateliers de formation aux méthodes de la communauté thérapeutique à l'intention des spécialistes de la santé mentale, de l'aide sociale, du traitement des toxicomanes et des alcooliques ainsi que des agents sanitaires et du personnel des établissements correctionnels et d'enseignement. Ces ateliers ont pour objet de familiariser les participants avec des idées, des méthodes et des techniques qu'ils peuvent appliquer immédiatement, notamment dans leur milieu de travail;

d) Organiser des colloques au Centre international de formation de Daytop à New York. Ces colloques se sont révélés très efficaces car ils constituent une initiation complète et bien conçue aux aspects théoriques et pratiques de la formule de la communauté thérapeutique;

e) Adapter le modèle de la communauté thérapeutique à une utilisation en milieu carcéral en Asie, en Amérique du Sud et en Europe orientale;

f) Mettre au point des programmes qui permettent de résoudre le problème des enfants des rues en Amérique du Sud et en Asie;

g) Dans le domaine de la santé, élaborer des programmes qui permettent de lutter contre le syndrome d'immunodéficience acquise et l'hépatite à travers des mécanismes de prévention et de soutien.

Participation aux réunions du Conseil économique et social et à celles de l'ONU

1995	Commission des stupéfiants	Vienne
	Conseil économique et social	New York
	Assemblée générale	New York
1996	Commission des stupéfiants	Vienne
	Conseil économique et social	New York
	Assemblée générale	New York
1997	Commission des stupéfiants	Vienne
	Conseil économique et social	New York
	Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte contre le problème mondial de la drogue	New York
	Assemblée générale	New York
1998	Commission des stupéfiants	Vienne
	Conseil économique et social	New York
	Assemblée générale	New York

Coopération avec des programmes, organismes et institutions spécialisées du système des Nations Unies

Daytop participe aux réunions mensuelles avec le Comité des ONG concernant l'abus des stupéfiants et des substances toxiques qui facilitent l'échange d'informations et la planification de programmes efficaces ciblant les jeunes. Chaque année, Daytop célèbre la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues avec les organisations membres représentées au sein du Comité des ONG en organisant des programmes de sensibilisation à l'échelle nationale et internationale. Le représentant de Daytop auprès de l'Organisation des Nations Unies assume actuellement la vice-présidence du Comité des ONG, qui favorise la participation des groupes de travail. Daytop collabore étroitement avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, les responsables du Plan de Colombo et les gouvernements afin de résoudre les problèmes auxquels se heurtent les jeunes du monde entier.

De 1995 à 1998, Daytop a accueilli au total 200 visiteurs du monde entier et offert des stages à 115 assistants sociaux du secteur privé, médecins et responsables gouvernementaux venus des pays suivants : Albanie, Allemagne, Argentine, Brésil, Chine, Chili, Colombie, Dominique, Égypte, Espagne, Guyana, Hong Kong, Inde,

Israël, Jamaïque, Malaisie, Mexique, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Royaume-Uni, Singapour, Sri Lanka, Suède, Thaïlande et Uruguay.

Daytop a également reçu le Vice-Ministre malaisien de l'intérieur, le Vice-Premier Ministre de la Thaïlande, le Ministre suédois de la santé, le Gouverneur de Yala (Thaïlande) et des représentants du consulat général du Gouvernement du Royaume de Thaïlande.

Des programmes de formation sur le lieu de travail ont été exécutés dans les domaines suivants : prévention des maladies transmissibles, prévention de la toxicomanie, bien-être affectif/psychologique, vue d'ensemble des traitements possibles de la toxicomanie, réinsertion/postcure, compétences professionnelles/sociales, et gestion du comportement. Daytop fournit également une assistance technique aux organismes gouvernementaux et à la société civile à l'étranger pour promouvoir le traitement efficace et la réinsertion des toxicomanes, la réinsertion des anciens prisonniers et les programmes de soutien et de traitement en faveur des jeunes délinquants et des autres groupes à risque.

Ces quatre dernières années, Daytop a exécuté 75 programmes de formation sur le lieu de travail, à l'intention de quelque 4 000 travailleurs sociaux, médecins, membres du personnel des tribunaux pour enfants et tribunaux des affaires familiales, des départements des affaires pénitentiaires et des ministères de la santé et d'autres responsables gouvernementaux dans les pays suivants : Irlande, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Trinité-et-Tobago, Thaïlande, Viet Nam, République démocratique populaire lao, Japon, République de Corée, Pakistan, Chine, Singapour, Équateur et Pérou.

HelpAge International

(Statut consultatif général accordé en 1995)

Objectifs de l'organisation

HelpAge International est un réseau mondial d'organisations à but non lucratif qui se sont donné pour tâche d'améliorer durablement la qualité de vie des personnes âgées défavorisées dans le monde entier.

HelpAge s'emploie à développer son réseau mondial d'organisations de personnes âgées et de défense de la cause des personnes âgées; à aider ces personnes à s'épanouir pleinement; à apporter un soutien direct à celles qui ont été rendues vulnérables par la discrimination, les conflits ou les catastrophes naturelles et à sensibiliser l'opinion publique aux questions de vieillissement.

Pendant la période considérée (1995-1998), la composition de HelpAge International est passée de 44 membres à part entière et membres associés à 57 membres à part entière et membres associés et 2 organisations membres. Les sources de financement n'ont pratiquement pas changé pendant cette période. Help the Aged United Kingdom, le Gouvernement du Royaume-Uni (à travers l'Overseas Development Administration) et l'Union européenne sont les trois principaux bailleurs de fonds de l'organisation, qui lui apportent plus de 80 % de ses ressources.

Affiliations à d'autres organisations non gouvernementales également dotées du statut consultatif : il convient de signaler que pendant la période à l'examen, HelpAge International s'est affiliée au Conseil international de l'action sociale et qu'elle compte désormais parmi ses membres l'American Association of Retired Persons.

Pendant la période considérée, HelpAge International a mené les activités suivantes en collaboration avec les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies :

- Elle a apporté son concours à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'ONU, en vue de l'organisation d'un séminaire pour les pays du bassin du Mékong (Bangkok, 1997), et de la conception et l'établissement de publications, dont *Annotated Bibliography on Policy and Programme Issues in the Field of Ageing* (ST/ESCAP/1708), 1996; *International and Regional Mandates on Ageing* (ST/ESCAP/1807), 1997; et *Lifelong Preparation for Old Age in Asia and the Pacific* (ST/ESCAP/1684), 1996.
- Elle a aidé l'OMS à l'occasion de la publication et de la diffusion de l'étude *Ageing in Africa* (1997) et fournit des données sur les personnes âgées au Fonds des Nations Unies pour la population en vue de la publication de son rapport de 1998 sur l'état de la population mondiale intitulé « Les générations nouvelles ».
- Sur le plan opérationnel, pendant la période considérée, HelpAge International a collaboré avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans le cadre d'opérations de secours en Tanzanie, dans les Balkans et au

Cambodge. En 1996, elle a organisé un atelier sur le VIH/sida avec les responsables du projet Prévention et lutte contre le sida à Bangkok et l'OMS.

- Un appui a été apporté au Programme des Nations Unies sur le vieillissement et la santé dans le cadre des préparatifs de l'Année internationale des personnes âgées (1999).
- HelpAge International a participé à la réunion du groupe d'experts sur le thème du vieillissement des populations des pays en développement organisée par l'Institut international du vieillissement à Malte, en 1995, et contribué à l'établissement du rapport de la réunion (Institut international du vieillissement, 1996).

Society for the Psychological Study of Social Issues

(Statut consultatif spécial depuis 1991)

Introduction

La Society for the Psychological Study of Social Issues (SPSSI) est une organisation non gouvernementale internationale regroupant quelque 3 500 psychologues et autres spécialistes des sciences sociales qui partagent un même intérêt pour la recherche, la formation, la politique générale et l'information concernant les dimensions psychologiques des grandes questions sociales. Cette société indépendante, fondée en 1936, est également la Division 9 de l'American Psychological Association (APA) (Association américaine de psychologie). Elle fait porter ses travaux théoriques et pratiques sur les problèmes rencontrés par l'être humain aux niveaux du groupe, de la communauté, de son pays et de la planète, en organisant des conférences, en faisant des dons et en accordant des bourses, et en publiant les revues *The Journal of Social Issues* et *The Social Psychology Application to Social Issues*, des ouvrages de toutes sortes et un bulletin d'information intitulé « SPSSI Newsletter ».

De 1995 à 1998, la Société et son conseil d'administration ont conservé leur composition internationale. La possibilité d'adhérer gratuitement à la société a été offerte aux chercheurs et étudiants d'autres pays, notamment en développement ou en transition sociopolitique. Au cours de la période considérée, les ressources financières de la Société, en grande partie inchangées, ont légèrement augmenté.

Outre son accréditation auprès du Conseil économique et social, la Société est dotée du statut consultatif auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Département de l'information du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle est membre de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social mais n'est affiliée à aucune ONG internationale dotée de ce statut. La Société a coopéré avec divers partenaires de l'ONU et des ONG à l'étude des grands problèmes internationaux persistants ou naissants, à laquelle elle cherche à appliquer les principes et résultats de la recherche dans le domaine des sciences sociales pour favoriser la conception et la mise en oeuvre de politiques publiques et de programmes efficaces. La Société s'est également intéressée aux moyens de faire le lien entre les travaux des sociologues et ceux des Nations Unies, de multiplier les occasions de dialogue, d'éclaircir certains points et de tirer parti des deux perspectives.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, et à ses conférences

Conférences mondiales

De 1995 à 1998, la Société a participé activement aux sessions des comités préparatoires du Sommet mondial pour le développement social (1995), de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995), de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (1997) et de l'Année internationale des personnes âgées

(1999). Un représentant de la Société a également assisté à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) à Istanbul (1996). À travers sa participation aux travaux de nombreux comités d'organisations non gouvernementales (Comité des organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF, Comité d'ONG sur la condition de la femme, Comité des ONG sur les droits de l'homme, Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, Comité des organisations non gouvernementales pour le développement durable, Conférence internationale des ONG sur les populations autochtones et la question foncière), la Société a fait un travail de sensibilisation et d'élaboration de politiques qui a consisté à : 1) rédiger, publier et parrainer des déclarations et des projets de recommandations visant à infléchir le contenu des documents directifs de l'ONU; 2) exécuter des programmes de formation sur les conventions de l'ONU et les questions s'y rapportant; 3) informer et sensibiliser les représentants des organismes des Nations Unies et les membres du corps diplomatique chargés de surveiller et d'appuyer l'application des conventions et programmes d'action de l'ONU.

Commissions de l'ONU

Les représentants de la Société ont activement et systématiquement suivi les travaux des différentes commissions de l'ONU, en particulier ceux de la Commission du développement social, de la Commission de la condition de la femme et de la Commission du développement durable. Dans ce contexte, la Société a cherché à évaluer les progrès accomplis dans l'application des décisions des conférences mondiales et à arrêter des stratégies efficaces pour faire face aux problèmes naissants. Outre l'élaboration et la diffusion de déclarations et l'organisation de tables rondes portant sur différents thèmes, des représentants de la Société auprès de l'ONU et des organisations non gouvernementales ont été sélectionnés pour mettre les représentants des gouvernements au fait de l'actualité internationale concernant les personnes âgées, la violence faite aux femmes et la santé mentale.

Coopération avec des programmes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

Département de l'information du Secrétariat de l'ONU

Des représentants de la Société ont participé régulièrement aux réunions d'information hebdomadaires du Département de l'information et ont animé des séances d'information organisées en coopération avec le Comité d'ONG sur la condition de la femme et le Comité des ONG sur la santé mentale. La Société a assisté systématiquement aux conférences annuelles du Département de l'information et des ONG.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

La Société n'a eu de cesse de montrer l'importance qu'elle attache à la cause des enfants, en participant à la direction du Comité des organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF et en jouant un rôle consultatif auprès de divers services de l'UNICEF, en particulier avec la Section de la parité entre les sexes et des partenariats de la Division des programmes. Elle assure la direction du Groupe de travail des ONG sur les droits de l'enfant, qui fait partie du Comité des

ONG auprès de l'UNICEF. En 1998, à l'occasion du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce groupe de travail a lancé un projet de recherche et de mobilisation en vue de l'élaboration et de la diffusion de rapports de pays sur les progrès accomplis dans la reconnaissance nationale des droits des enfants. La Société a fait partie de deux autres groupes de travail du Comité des ONG auprès de l'UNICEF, consacré l'un au réseau international pour les filles et l'autre aux enfants dans les conflits armés.

Division de la promotion de la femme

En participant activement aux activités de formation et de sensibilisation du Comité d'ONG sur la condition de la femme, avant et après la Conférence de Beijing de 1995, la Société est entrée en relation avec des fonctionnaires de la Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'ONU. Sur l'invitation de cette dernière, un représentant de la Société a participé en tant qu'observateur à la réunion d'experts sur les adolescentes et leurs droits, qui s'est tenue à Addis-Abeba en octobre 1997. Le rapport établi à cette occasion était un des documents de fond sur lesquels s'est appuyée la Commission de la condition de la femme, à sa session de mars 1998, pour formuler des recommandations en vue de l'amélioration de la condition des filles.

Organisation mondiale de la santé (OMS)

La Société a fait partie de la direction du Comité des ONG sur la santé mentale, créé en 1997, et elle a coopéré avec des représentants de l'OMS à New York et Genève à la prise en compte des considérations liées au bien-être psychosocial et à la santé mentale dans les activités des Nations Unies. En coopération avec le Comité des ONG sur la santé mentale, la Société a plaidé en faveur de l'inclusion de ces questions dans le contexte plus vaste de l'étude des problèmes qui se posent à différents stades de la vie humaine (populations vulnérables, droits de l'homme, pauvreté, violence, réfugiés, toxicomanie) par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la Commission de la condition de la femme.

Autres activités pertinentes

Contributions à l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies

L'action menée par la Société à l'ONU est inspirée de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et plus particulièrement de la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Déclaration sur l'élimination de la violence contre les femmes et des programmes d'action issus des conférences internationales des Nations Unies. En coopération avec d'autres ONG, la Société a oeuvré en faveur de l'adoption de protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Consultations et coopération avec des représentants officiels du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Faisant fond sur Action 21 et les recommandations du Sommet « Planète Terre », en août 1995, la Société a tenu des consultations avec des représentants du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'ancien Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'ONU, au sujet de la contribution que les sciences sociales pourraient apporter à la mise au point d'indicateurs du développement humain et de systèmes d'alerte rapide, dont le compte rendu a été publié dans le bulletin d'information de la Société et communiqué au Département de l'information.

En 1996, après avoir examiné le rapport du Rapporteur spécial chargé de la question de la violence contre les femmes (E/CN.4/1995/42), qu'ils ont qualifié de positif, les membres de la Société spécialisés dans les questions de réforme juridique, de violence sociale et ses conséquences, de traitement des victimes, de procédures policières, d'environnement culturel et de développement familial – ont proposé des solutions concrètes aux fins de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques dans ce domaine, qui ont été transmises au Secrétariat de l'ONU et aux institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi qu'aux missions auprès des Nations Unies et aux ONG s'intéressant aux femmes, aux enfants, aux jeunes et à la famille, ou encore aux droits de l'homme, au droit ou à la santé mentale.

Autres exemples d'activités consultatives et organiques

Dans son bulletin d'information, la Société a régulièrement rendu compte de ses activités de coopération avec l'ONU. Elle a continué de prendre en considération les objectifs que doivent atteindre les Nations Unies lors des réunions d'organisations nationales et internationales de psychologues. En août 1995, par exemple, le Secrétaire général du Sommet mondial pour le développement social, Juan Somavia (Chili), a été à l'affiche du programme de travail d'une journée complète de la Convention annuelle de l'American Psychological Association, à New York, au cours de laquelle s'est tenu un dialogue sur les grandes questions soulevées par le Sommet. En 1998, l'ancienne Présidente de la Commission de la condition de la femme, Patricia Licuanan, a fait deux déclarations : la première consacrée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, la seconde au rôle du psychologue dans le processus de transformation sociale. La Société a participé au lancement d'une initiative commune de l'American Psychological Association et de la Société canadienne de psychologie sur les conflits ethnopolitiques, qui avait pour but de favoriser la recherche et la formation sur les causes des conflits ethnopolitiques et leur règlement. En prévision de la publication d'un ouvrage consacré à cette question, un colloque international, organisé par l'Initiative sur le règlement des conflits et l'ethnicité (INCORE) de l'Université d'Ulster, s'est tenu à Derry (Irlande du Nord) en juin/juillet 1998. La Société a également participé à la préparation du numéro spécial de *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology* consacré au rapport de Graça Machel sur l'impact des conflits armés sur les enfants, en 1998.